

**RG.CSPS**

58, Corniche Fleurie
Res « MIRANDOLE »
06200 NICE
Port : 07 49 75 05 88
Mail : rgcsps@rgcsps.com

SAIEM DE CONSTRUCTION DE DRAGUIGNAN
247 Rue Jean Aicard
83300 Draguignan

Sécurité & protection de la santé

N/Réf : 2026090 RGCSPS

Affaire suivie par : Romuald GUENIN
Tél. : 07.49.75.05.88

**Construction d'une résidence autonomie
de 60 logements locatifs sociaux**

Nice, le 07 avril 2026

Madame, Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé concernant le projet cité en référence à diffuser aux entreprises.

Vous voudrez bien nous faire part de vos commentaires éventuels sur ce document.

Ce document comporte l'indice de révision n° 0

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement utile.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

LE COORDONNATEUR

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé Niveau 2

**Construction d'une résidence autonomie de 60 logements
locatifs sociaux au 488 Avenue de Verdun / Chemin des
Collettes – 83 300 DRAGUIGNAN**



INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	07/04/2026	PGC Indice 0 Phase Démolition, Gros œuvre et second œuvre	Romuald GUENIN

MAÎTRE D'OUVRAGE	SAIEM DE CONSTRUCTION DE DRAGUIGNAN	247 Rue Jean Aicard – 83300 Draguignan
ARCHITECTE	ABC Architectes	« Le Krystal » 1725 RD6007 06270 Villeneuve Loubet
ECONOMISTE	SAS TEMPO CONSULTING	Parc d'activité de la Siagne Allée François Coli 06210 Mandelieu
ORGANISME DE PRÉVENTION	CARSAT 09 71 10 39 60	Espace Giordanengo 27 AV Lazare Carnot, 83300 Draguignan
ORGANISME DE PRÉVENTION	OPPBTP 04 93 00 04 99	1890 chem St Bernard, 06220 Vallauris
ORGANISME DE PRÉVENTION	DDETS 83 04 94 09 64 31 ddets-uc2@var.gouv.fr	Site BARNIER CS 31209 83070 Toulon Cedex
COORDONNATEUR CSPS	RGCSPS Tél. : 07 49 75 05 88 Rgcsp@rgcsp.com	58 Corniche Fleurie « MIRANDOLE » 06200 NICE

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER	7
1.1. Liste des intervenants	7
1.2. Liste des lots	7
1.3. Elaboration du PGC	7
1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration.....	7
2. SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE	8
2.1. Caractéristiques du sol - Etude géotechnique	8
2.1.1. Rapport d'étude de sol	8
2.2. Pollution des sols.....	8
2.2.1. Rapport d'étude de pollution.....	8
2.3. Réseaux existants aériens et/ou enterrés.....	8
2.3.1. Réseaux aériens	8
2.4. Ouvrages existants	8
2.5. Activités à proximité du site.....	9
2.6. Activité à l'intérieur du site.....	9
2.7. Matériaux dangereux	9
2.7.1. Matériaux amiantés et Revêtements contenant du plomb.....	9
3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	13
3.1. Mesures d'organisation et de coordination	13
3.1.1. Planification	13
3.2. Plan d'installation de chantier.....	13
3.2.1. Projet de plan d'installation de chantier	13
3.3. Fermeture chantier.....	13
3.3.1. Clôture de chantier extérieure et signalisation.....	13
3.4. Circulations des véhicules	14
3.4.1. Accès des véhicules et stationnement	14
3.4.2. Voirie de chantier stabilisée.....	14
3.4.3. Balisage de voie de chantier	14
3.5. Circulations horizontales des piétons.....	15
3.5.1. Cheminement piéton	15
3.6. Circulations verticales des piétons	15
3.6.1. Tour d'escalier et escalier provisoire	15
3.6.2. Escalier provisoire accès pleine masse.....	15
3.7. Nettoyage et évacuation des déchets	15
3.7.1. Bennes à gravais et déchets	15
3.7.2. Acheminement des déchets vers les bennes	16
3.7.3. Nettoyage et évacuation des déchets	16
3.7.4. Evacuation des matières dangereuses	16
4. TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	17
4.1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés	17
4.1.1. Risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres	17
4.2. Travaux de retrait ou de confinement de matériaux amiantés	17
4.2.1. Démarrage travaux après validation du plan de retrait.....	17
4.3. Travaux de démolition	18
4.3.1. Démolition	18
4.4. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m	19
4.4.1. Mode opératoire et d'intervention	19
5. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	20

5.1. Travaux de démolition	20
5.1.1. Mesures de démolition	20
5.2. Travaux de terrassement généraux	20
5.2.1. Démarches préalables.....	20
5.2.2. Aménagement des accès en fond de terrassement	20
5.2.3. Protection des talus - Balisage	21
5.2.4. Epuisements.....	21
5.3. Travaux de VRD.....	22
5.3.1. Protection et passage des riverains	22
5.3.2. Travaux de fouilles	22
5.3.3. Marquage des réseaux dans l'emprise de l'opération	22
5.3.4. Intervention à proximité de voie circulée	22
5.3.5. Circulation de chantier.....	22
5.3.6. Manutention manuelle ou mécanisée	22
5.4. Travaux de fondations	23
5.4.1. Terrassement de fondations.....	23
5.4.2. Protection des armatures	23
5.5. Travaux de gros-oeuvre.....	23
5.5.1. Elévation.....	23
5.5.2. Planchers	23
5.5.3. Incorporation des lots techniques	23
5.6. Travaux en rive de plancher - Protections collectives	24
5.6.1. Conception des protections collectives	24
5.6.2. Garde-corps provisoires en rive de plancher.....	24
5.6.3. Garde-corps sur balcons et terrasses	24
5.6.4. Protection sur gaine d'ascenseur	24
5.6.5. Platelage dans gaine d'ascenseur.....	24
5.6.6. Protection des baies en façades	25
5.6.7. Entretien et maintien des protections	25
5.6.8. Dépose temporaire	25
5.7. Protection des trémies et réservations en dalles	26
5.7.1. Protection des trémies et réservations	26
5.8. Travaux de couverture traditionnelle	26
5.8.1. Accès en toiture.....	26
5.8.2. Protections collectives	26
5.9. Travaux d'étanchéité.....	26
5.9.1. Garde-corps provisoires en toiture	26
5.10. Echafaudages	27
5.10.1. Mise en place	27
5.10.2. Echafaudages communs	27
5.11. Travaux de menuiseries extérieures	28
5.11.1. Mise en oeuvre.....	28
5.12. Travaux en façade	28
5.12.1. Ravalements - Isolation extérieure	28
5.13. Travaux de plâtrerie	28
5.13.1. Approvisionnements des plaques de placo	28
5.13.2. Limitation des poussières	28
5.14. Travaux des lots techniques	29
5.14.1. Interventions en toiture	29
5.14.2. Mise en place des installations des locaux techniques	29
5.14.3. Incorporations.....	29
5.14.4. Trémies	29
1.1. Travaux de revêtement de sols.....	32

1.1.1.	Travaux de chape	32
1.2.	Travaux en hauteur	32
1.2.1.	Travaux de grande hauteur	32
1.2.2.	Interventions en plafonds	32
1.3.	Travaux d'agencement.....	33
1.3.1.	Travaux de menuiserie	33
1.4.	Mise en œuvre des protections définitives	33
1.4.1.	Pose de garde-corps de balcons et coursives.....	33
1.4.2.	Pose des garde-corps en toiture	33
1.4.3.	Pose des garde-corps sur escaliers et trémies.....	34
1.5.	Travaux de portes sectionnelles et basculantes	34
1.5.1.	Installation des portes	34
1.6.	Travaux d'ascenseurs.....	34
1.6.1.	Installation ascenseurs	34
1.7.	Travaux d'espaces verts.....	35
1.7.1.	Plantations.....	35
2.	MESURES GENERALES DE SALUBRITE	36
2.1.	VRD primaires.....	36
2.1.1.	Alimentations énergie, fluides et évacuation	36
2.2.	Installations de chantier - Cantonnements	36
2.2.1.	Modalités d'organisation	36
2.2.2.	Installations complémentaires	36
2.2.3.	Entretien des installations.....	36
2.2.4.	Bureau de chantier – Salle de réunion	36
3.	ORGANISATION DES SECOURS	37
3.1.	Moyens d'alerte	37
3.1.1.	Téléphone	37
3.1.2.	Organismes de prévention	37
3.2.	Moyens de secours	37
3.2.1.	Sauveteurs secouristes du travail.....	37
3.2.2.	Matériel de secours	37
4.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	38
4.1.	Diffusion des documents	38
4.1.1.	PGC	38
4.1.2.	PPSPS	38
4.2.	Concertation et information entre les entreprises	38
4.2.1.	Déclaration de sous-traitance.....	38
4.2.2.	Travailleurs indépendants et locatiers	38
4.2.3.	Personnel étranger.....	38
4.3.	Coordonnateur SPS	39
4.3.1.	Rôle du coordonnateur	39
4.3.2.	Recueil de chantier.....	39
5.	ANNEXES	40
5.1.	Plan d'installation de chantier.....	40
5.2.	Diagnostic amiante	40
5.3.	Diagnostic plomb et TERMITES et sol.....	40

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

1.1. Liste des intervenants

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot, ainsi que leur effectif et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le Coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, le présent article renvoie au chapitre 1 du Registre Journal où les éléments visés ci-dessus sont tenus à jour régulièrement.

1.2. Liste des lots

N° - Lot attribué	Entreprise (Titulaire / Sous-traitant)	Adresse	Téléphone Télécopie Email
01 -			
02 -			
03 -			
04 -			
05 -			
06 -			
07 -			
08 -			
09 -			

1.3. Elaboration du PGC

Dispositifs prévus	A la charge de
1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration	
Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré pour l'intégrer au dossier de consultation des entreprises.	Coordonnateur SPS

2. SUGGESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE

2.1. Caractéristiques du sol - Etude géotechnique

Dispositifs prévus	A la charge de
2.1.1. Rapport d'étude de sol	
<p>Le maître d'ouvrage a confié une étude de sol G2 AVP au bureau B.E.G.T en date du 07/08/2025</p> <p>Les entreprises sont informées que le projet est implanté sur des terrains argileux sensibles aux variations hydriques. Elles devront prendre toutes dispositions pour assurer la stabilité des fouilles, maintenir les terrassements et fonds de forme hors d'eau, protéger les plateformes avant intempéries, purger les matériaux impropres, fonder les ouvrages sur un horizon porteur homogène et respecter les prescriptions de l'étude géotechnique G2 AVP ainsi que les adaptations d'exécution relevant des missions géotechniques G3/G4.</p> <p>Le rapport d'étude de sol est joint au dossier de consultation des entreprises.</p>	Maître d'Ouvrage

2.2. Pollution des sols

Dispositifs prévus	A la charge de
2.2.1. Rapport d'étude de pollution	
<p>Le diagnostic environnemental des sols a mis en évidence des terres non inertes sur l'emprise du projet, en raison d'une présence diffuse de fluorures au-delà des seuils d'acceptation en filière inerte classique. En cas d'évacuation hors site, les déblais devront être orientés vers une ISDI aménagée ou toute autre filière autorisée adaptée. En cas de réemploi sur site, celui-ci pourra être admis selon les préconisations du rapport, avec recouvrement par 30 cm de terres inertes. Les entreprises devront assurer la traçabilité des mouvements de terres, conserver la mémoire des zones concernées et adapter leurs dispositions d'exécution en fonction des matériaux réellement rencontrés lors des terrassements.</p>	Maître d'Ouvrage

2.3. Réseaux existants aériens et/ou enterrés

2.3.1. Réseaux aériens	
Présence d'une ligne EDF HT (en survol du terrain - à l'aplomb ou proximité de la limite de propriété)	Maître d'Ouvrage

2.4. Ouvrages existants

4 Villas à démolir

2.5. Activités à proximité du site

Aucune observation à ce jour

2.6. Activité à l'intérieur du site

Sans objet pendant la phase travaux

2.7. Matériaux dangereux

Dispositifs prévus	A la charge de
2.7.1. Matériaux amiantés et Revêtements contenant du plomb	
<p>Le maître d'ouvrage a fait réaliser les diagnostics réglementaires Amiante, Plomb et Termites préalables à la démolition.</p> <p><u>Villa n°35 – 35 chemin des Collettes est la suivante :</u></p> <p>Amiante : oui</p> <p>Le repérage avant démolition conclut clairement que des matériaux et produits contenant de l'amiante ont été repérés dans la villa. La synthèse du rapport liste notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- un conduit en fibres-ciment au cellier RDC,- de la colle de faïence au WC RDC,- de la colle de carrelage tomette rouge dans la chambre 1 et coin douche,- de la colle de faïence droite dans la chambre 1 et coin douche,- de la colle de plinthe dans la chambre 1 et coin douche,- de la colle de plinthe noire dans le réduit. <p>Plomb : oui</p> <p>Le rapport plomb avant travaux met en évidence au moins une présence nette de plomb dans les revêtements, avec un garde-corps métallique de la terrasse 3 mesuré à 9,25 mg/cm². Cela confirme qu'il y a du plomb sur le bien dans le périmètre investigué. En revanche, le rapport précise qu'il n'a pas identifié d'autres matériaux spécifiques en plomb de type canalisation en plomb, feuilles de plomb, câbles gainés de plomb, etc.</p> <p>Termites : non, pas d'indice relevé</p> <p>L'état relatif à la présence de termites mentionne une absence d'indices d'infestation de termites dans les pièces et ouvrages visités.</p> <p>Point de vigilance</p> <p>Pour l'amiante, le rapport rappelle des limites d'investigation sur les éléments enterrés, noyés, encoffrés, à l'arrière des doublages et certains éléments structurels.</p> <p>Pour le plomb, les abords extérieurs n'ont pas été totalement mesurés à cause d'une végétation importante pouvant masquer certains matériaux.</p> <p>Les rapports de diagnostics sont joints au dossier de consultation des entreprises.</p>	Maître d'Ouvrage

Dispositifs prévus	A la charge de
<p data-bbox="252 181 1150 248"><u>Villa au 488 avenue de Verdun.</u></p> <p data-bbox="252 293 424 324">Amiante : OUI</p> <p data-bbox="252 333 1166 423">Le rapport de repérage avant démolition conclut expressément que des matériaux et produits contenant de l'amiante ont été repérés. Sont notamment listés :</p> <ul data-bbox="300 472 1166 779" style="list-style-type: none"> - colle de faïence au ciment beige sous faïence blanche dans les WC RDC et R+1, - colle de faïence au ciment gris sous faïence blanche avec motifs floraux dans la cuisine RDC, - conduits en fibres-ciment verticaux en séjour, cuisine et garage RDC, - conduits en fibres-ciment horizontaux en WC RDC et en façades extérieures, - joint de mastic de vitrage dans l'abri de jardin. <p data-bbox="252 824 402 855">Plomb : OUI</p> <p data-bbox="252 864 1166 925">Le rapport plomb avant travaux met en évidence la présence de matériaux contenant du plomb dans le périmètre de démolition, avec notamment :</p> <p data-bbox="252 972 1166 1072">couverture en plomb en toiture, canalisations en plomb dans plusieurs locaux : salle de bains, WC, cuisine, garage RDC, ainsi que WC, salle de bains et cuisine du 1er étage.</p> <p data-bbox="252 1120 1166 1308">Termites : NON, pas d'indice relevé L'état relatif à la présence de termites mentionne une absence d'indices d'infestation de termites dans les parties visitées. Le rapport précise toutefois que le bien est situé dans une zone soumise à arrêté préfectoral termites sur la commune de Draguignan, mais le diagnostic réalisé sur ce bâtiment ne relève pas d'indice d'infestation.</p> <p data-bbox="252 1355 464 1386">Point de vigilance</p> <p data-bbox="252 1433 1166 1592">Pour l'amiante, la fosse extérieure n'a pas été investiguée en raison d'un accès trop étroit ; le rapport prévoit un complément de repérage lors des terrassements sur les ouvrages présents dans cette fosse. Pour le plomb, la fosse des abords extérieurs n'a pas été mesurée pour des raisons d'accès.</p>	

Dispositifs prévus	A la charge de
<p><u>Villa du 27 avenue Paul Arène,</u></p> <p>Amiante : OUI</p> <p>Le rapport avant démolition conclut qu'il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante. Les matériaux positifs listés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MP-014 : colle de carrelage vert dans le RDC / Placards DGT 1, - MP-031 : conduit en fibres-ciment en façade 1. - <p>Le rapport précise aussi que le vide sanitaire n'a pas été investigué, faute d'accès, et qu'un complément devra être réalisé en phase chantier si nécessaire.</p> <p>Plomb : OUI</p> <p>Le rapport plomb met en évidence au moins un revêtement avec une teneur élevée, notamment sur l'huissierie de porte bois de l'extérieur/garage, mesurée à 6,22 mg/cm², ce qui confirme la présence de plomb sur le bien. En revanche, dans la rubrique des "autres matériaux et produits contenant du plomb", le rapport ne repère pas de feuilles de plomb, couverture, accessoires d'étanchéité ou canalisations en plomb sur site. Le vide sanitaire n'a pas été visité dans ce repérage non plus.</p> <p>Termites : NON, pas d'indice relevé</p> <p>L'état relatif à la présence de termites mentionne, dans les locaux et ouvrages visités, une absence d'indices d'infestation de termites.</p> <p>Au vu des diagnostics transmis pour la villa située 27 avenue Paul Arène, la présence d'amiante est avérée sur certains matériaux, notamment une colle de carrelage et un conduit en fibres-ciment. La présence de plomb est également mise en évidence sur certains revêtements, avec notamment une valeur significative relevée sur une huisserie bois de l'extérieur/garage. En revanche, l'état parasitaire ne met pas en évidence d'indice d'infestation de termites dans les parties visitées. Il conviendra toutefois de tenir compte des limites d'investigation mentionnées dans les rapports, notamment au droit du vide sanitaire non accessible, et de prévoir tout complément de repérage nécessaire en phase travaux.</p>	
<p><u>65 avenue Paul Arène (AH72),</u></p> <p>Amiante : OUI</p> <p>Le rapport amiante avant démolition conclut clairement qu'il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante. Sont notamment identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - colle de carrelage sur WC 2, - plaques bitumineuses antivibratiles sous portes de placard, - isolant fibreux vert dans les combles, - plaques en fibres-ciment en sous-toiture, - élément de canalisation enterrée en fibres-ciment, - conduit en fibres-ciment dans le garage. 	

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Le rapport ajoute aussi un point de vigilance : l'isolant jaune n'est pas amianté, mais un complément de prélèvements est préconisé dans les combles pour lever le doute d'une pollution par dépôt de fibres issues des plaques en fibres-ciment.</p> <p>Plomb : pas de présence avérée mise en évidence dans le dossier transmis Sur le rapport plomb, je ne vois aucun matériau spécifique en plomb identifié dans les extraits exploitables, ni prélèvement labo plomb, et la rubrique des analyses acido-solubles est indiquée "Néant", avec "Constatations diverses : Néant". Les valeurs visibles dans les tableaux de mesures restent faibles dans les extraits consultés. Donc, contrairement à certains autres biens que tu m'as envoyés, je ne peux pas conclure ici à une présence avérée de plomb sur la base de ce dossier.</p> <p>Termites : NON, pas d'indice relevé L'état relatif à la présence de termites mentionne une absence d'indices d'infestation de termites dans les parties visitées.</p> <p>Au vu des diagnostics transmis pour le bâtiment situé 65 avenue Paul Arène, la présence d'amiante est avérée sur plusieurs matériaux et produits du bâtiment, notamment dans certains revêtements, conduits et éléments présents en combles et en extérieurs. En revanche, le rapport plomb avant travaux transmis ne met pas en évidence, à ce stade, de matériau ou produit spécifiquement identifié comme contenant du plomb. L'état parasitaire ne met pas en évidence d'indice d'infestation de termites dans les parties visitées. Une vigilance particulière devra toutefois être maintenue en phase travaux au regard des matériaux amiantés repérés et des préconisations complémentaires formulées dans le rapport concernant les isolants en combles.</p>	
<h2 data-bbox="252 1176 919 1232"><u>Présence de FLUORURES</u></h2> <p data-bbox="252 1279 1166 1368">Compte tenu de la présence diffuse de fluorures dans les terres en place, les opérations de terrassement et de retrait des déblais devront être réalisées en limitant strictement l'empoussièrement.</p> <p data-bbox="252 1417 1166 1601">Les entreprises devront privilégier le travail à l'humide, proscrire le balayage à sec et le soufflage, assurer un nettoyage humide ou par aspiration adaptée, baliser la zone de travail, limiter l'accès aux seuls intervenants nécessaires, et mettre en œuvre des mesures d'hygiène strictes : interdiction de boire, manger et fumer dans la zone, lavage des mains avant chaque pause, gestion séparée des vêtements de travail.</p> <p data-bbox="252 1650 1166 1709">Les EPI devront être adaptés au niveau réel d'exposition défini par l'évaluation des risques de l'entreprise.</p> <p data-bbox="252 1758 1166 1816">Les déblais seront gérés dans la filière prévue par le diagnostic environnemental, avec traçabilité des mouvements de terres.</p>	

3. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

3.1. Mesures d'organisation et de coordination

Dispositifs prévus	A la charge de
3.1.1. Planification	
Un planning d'exécution des travaux sera établi par le maître d'œuvre, devant intégrer des délais compatibles à une prévention normale des risques de coactivité	Maître d'OEuvre

3.2. Plan d'installation de chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
3.2.1. Projet de plan d'installation de chantier	
En phase préparatoire, l'entreprise fournira son plan général d'installation de chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Sur ce plan figureront notamment : <ul style="list-style-type: none">- L'accès du chantier- La zone des cantonnements et bureaux de chantier- Les entrées du bâtiment (des bâtiments)- Les voies de circulation- Les zones de stationnement- Les zones de stockage- L'implantation de la ou des grue(s) de chantier- L'implantation des armoires de distribution électrique.- Les points d'eau- La zone pour les bennes à déchets.	Gros Oeuvre

3.3. Fermeture chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
3.3.1. Clôture de chantier extérieure et signalisation	
La clôture est due par le lot gros-œuvre. Elle sera installée au démarrage des travaux de terrassements généraux et complètera les clôtures existantes le cas échéant.	Go
La clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant, en cas d'emprise sur le domaine public.	Go
Des pancartes « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront affichées sur le portail d'entrée et sur la clôture en périphérie du chantier.	Go

Dispositifs prévus	A la charge de
Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.	
Une clôture continue sera mise en place autour du chantier dès le début des travaux de terrassement et jusqu'à la fin du chantier.	Go
Un portail fermant à clefs sera installé pour l'accès des véhicules. L'accès piéton se fera par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules.	EC

3.4. Circulations des véhicules

Dispositifs prévus	A la charge de
3.4.1. Accès des véhicules et stationnement	
Tous les autres véhicules ; entreprises, transport et personnel, stationneront sur la plate-forme des futurs parkings du projet ou sur le domaine public.	Go
3.4.2. Voirie de chantier stabilisée	
La voie d'accès du chantier sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du CSPS ou du Maître d'Œuvre.	Go
Une voie d'accès sera créée pour les besoins du chantier. Celle-ci devra être suffisamment résistante pour le trafic du chantier et cela jusqu'à la fin des travaux.	Go
En phase préparation et avant intervention du lot GO, réalisation du fond de forme des voies de circulation et des zones de parking.	EC
3.4.3. Balisage de voie de chantier	
Lorsque la voie de chantier longe le haut de talus de la pleine masse, une clôture de balisage sera installée en retrait de la tête de talus pour en écarter la circulation des véhicules.	Go

3.5. Circulations horizontales des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
3.5.1. Cheminement piéton	
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport et nivelés pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin.	Go
Les entrées du bâtiment devront être aménagées par mise en place de rampes pour franchissement des fouilles et compensant les dénivelés éventuels. L'entretien de ces installations sera prévu	EC
Des passerelles seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	Go
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions.	Go

3.6. Circulations verticales des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
3.6.1. Tour d'escalier et escalier provisoire	
En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement de l'élévation du gros-oeuvre, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire.	Gros Oeuvre
3.6.2. Escalier provisoire accès pleine masse	
Si besoin une tour d'escalier (ou escalier de chantier provisoire) sera mise en place pour l'accès au niveau bas des terrassements lorsqu'il n'est pas possible d'aménager une rampe. Cet accès sera maintenu jusqu'à l'arrivée du lot gros-œuvre qui prendra le relais des installations provisoires.	EC

3.7. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositifs prévus	A la charge de
3.7.1. Bennes à gravais et déchets	
Des bennes à gravais et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier	Gros Oeuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des bennes à déchets devront en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur pour définir leur emplacement. Les entreprises en assureront le renouvellement autant que nécessaire, et avant que celles-ci ne débordent.	Gros Oeuvre
3.7.2. Acheminement des déchets vers les bennes	
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Gros Oeuvre
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables.	EC
3.7.3. Nettoyage et évacuation des déchets	
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Gros Oeuvre
3.7.4. Evacuation des matières dangereuses	
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en oeuvre.	Entreprise Concernée

4. TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

4.1. Travaux présentant des risques particulièrement aggravés

Dispositifs prévus	A la charge de
4.1.1. Risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres	
La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée : - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; • une main courante ; • une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; - Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	Entreprise Concernée

4.2. Travaux de retrait ou de confinement de matériaux amiantés et plomb

Dispositifs prévus	A la charge de
4.2.1. Démarrage travaux après validation du plan de retrait	
<p>Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'oeuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.</p> <p>Les travaux ne pourront commencer qu'après validation du plan de retrait pour tous les organismes de prévention.</p> <p>Les PV de mesures libératoires doivent être transmises au maître d'oeuvre, aux coordonnateurs et aux entreprises avant leur intervention dans les zones désamiantées.</p> <p>Matériaux contenant de l'amiante</p> <p>Le diagnostic amiante effectué par le Maître d'ouvrage fait état de la présence de matériaux contenant de l'amiante.</p> <p>Bureaux, extérieurs (dépôt de MCA répartis sur le site) et dans le hangar principal.</p> <p>Les résultats devront être transmis à toutes les entreprises.</p> <p>Les entreprises chargées des travaux de démolition ou sur matériaux contenant de l'amiante devront procéder au conditionnement et à l'élimination des déchets, en appliquant les dispositions prévues, avoir la certification requise, respecter les règles et les prescriptions du code du travail.</p> <p>L'ensemble des salariés chargés de l'enlèvement de matériaux amiantés, devront appliquer les dispositions prévues par la réglementation en vigueur.</p> <p>Dans le cas où le désamiantage serait sous-traité, l'entreprise titulaire devra déclarer son sous-traitant dès la réunion de préparation au Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et C SPS.</p> <p>Le sous-traitant devra fournir son attestation de qualification suivant les types de matériaux à déposer.</p>	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Décret n°2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail</p> <p>Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante</p> <p>Risque d'exposition au plomb</p> <p>Le diagnostic plomb est disponible en annexe du CCTP</p> <p>Les entreprises devront prendre en compte ces résultats et mettre en oeuvre un mode opératoire adapté de manière à n'exposer aucun salarié ni tiers à un risque d'exposition.</p> <p>Ce mode opératoire sera transmis au maître d'ouvrage et au CSPS.</p>	

4.3. Travaux de démolition

Dispositifs prévus	A la charge de
4.3.1. Démolition	
<p>Lorsque les chutes de matériaux et les effondrements de la construction sont provoqués volontairement, les emplacements de chutes situés en dehors et dans le bâtiment doivent être délimités et interdits au stationnement des personnes. Si la démolition est réalisée par tranches verticales et par procédés mécaniques, il convient alors : - de séparer les zones restantes accessibles des parties attaquées par un nombre suffisant de travées, afin que leur stabilité ne soit pas compromise; -de matérialiser cette interdiction (guirlandes, barrières de lisses sur trépieds); d'interdire l'accès aux zones définies, pendant toute la période de chute.</p>	Entreprise Concernée
<p>Afin de prévenir la chute fortuite de matériaux de construction, des dispositifs de recueil empêchant la chute de salariés dans le vide doivent être installés. Si cette installation se révèle impossible, l'accès aux emplacements sur lesquels ces chutes peuvent se produire doit être interdit et cette interdiction matérialisée.</p>	Entreprise Concernée
<p>Le programme et les modalités de démolition du bâtiment doivent être conçus par ailleurs de façon à ne pas surcharger anormalement les planchers existants. Quelle que soit la méthode appliquée, la démolition qui ne vise pas l'effondrement total du bâtiment, doit être conduite étage, par étage. Il est également indispensable d'étayer les planchers vétustes et d'installer les étalements destinés à supporter l'accumulation de charges, en commençant par le niveau le plus bas et, en progressant vers le haut.</p>	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
Les travaux de démolition ne pourront débuter qu'après remise des PV de mesures libératoires fournies par l'entreprise de désamiantage. En cas de découverte de matériaux amiantés non signalés dans le rapport de repérage, l'entreprise arrêtera immédiatement ses travaux, en informera le maître d'œuvre et le coordonnateur. Les travaux de démolition ne reprendront qu'après la réalisation du désamiantage complémentaire et la procédure libératoire.	Entreprise Concernée

4.4. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m

Dispositifs prévus	A la charge de
4.4.1. Mode opératoire et d'intervention	
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'oeuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Entreprise Concernée

5. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

5.1. Travaux de démolition

Dispositifs prévus	A la charge de
5.1.1. Mesures de démolition	
Après démolition du bâtiment, des garde-corps provisoires de protection seront installés au droit des vides laissés jusqu'au remblaiement à la charge du lot VRD	Entreprise Concernée
Avant le démarrage de la démolition, le maître d'ouvrage devra remettre à l'entreprise les attestations de confirmation que les réseaux concessionnaires sont neutralisés à l'extérieur du bâtiment.	Entreprise Concernée
L'entreprise ne commencera la démolition qu'après avoir réalisée la mise en sécurité du chantier (soutènement, étaieement, etc...)	Entreprise Concernée

5.2. Travaux de terrassement généraux

Dispositifs prévus	A la charge de
5.2.1. Démarches préalables	
Avant démarrage des travaux l'entreprise établira sa DT et ses DICT, copie des réponses sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre. Les travaux ne pourront commencer avant la réception des réponses.	Entreprise Concernée
5.2.2. Aménagement des accès en fond de terrassement	
Les accès en fond de pleine masse se feront par des rampes stabilisées dont le dimensionnement sera de 1,5 fois la largeur des engins.	Entreprise Concernée
Les accès piétons en fond de pleine masse seront séparés de la rampe d'accès des engins. Ils seront aménagés par des tours escaliers ou des escaliers provisoires suivant la hauteur à franchir et la place disponible	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Les terrassements seront réalisés avec un empâtement suffisant pour permettre les accès aisés à l'arrière des murs enterrés pour la réalisation des travaux avant remblaiement, y compris pour l'installation d'un échafaudage pour l'étanchéité murale.</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>5.2.3. Protection des talus - Balisage</p>	
<p>Les hauts de talus de pleine masse longés par des circulations piétonnes seront protégés par des garde-corps provisoires à maintenir et entretenir jusqu'aux remblaiements définitifs.</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>Les remblaiements de la pleine masse contre les bâtiments seront réalisés dès la réalisation des drains et des étanchéités murales. Prévoir concertation avec le lot gros-œuvre pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments (enlèvement consoles de banches, étalements, ...)</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>En cas de constat de mauvaise tenue du terrain ou d'un ouvrage existant pouvant créer un danger, l'entreprise cessera immédiatement les travaux, en informera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre pour que les mesures conservatoires et de protection soient prises et mises en œuvre sans délai pour supprimer le danger. Le coordonnateur en sera informé.</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>Les talus de la pleine masse seront réalisés en respectant les recommandations du rapport de l'étude de sol et de la méthodologie définie par le maître d'œuvre le cas échéant</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>5.2.4. Epuisements</p>	
<p>L'épuisement des eaux de ruissellement ou de résurgence par pompage sera prévu pour assainir le fond de la pleine masse. L'évacuation vers le réseau d'égout sera privilégiée et dans tous les cas à l'écart des voies de circulations de chantier.</p>	<p>Entreprise Concernée</p>

5.3. Travaux de VRD

Dispositifs prévus	A la charge de
5.3.1. Protection et passage des riverains	
Tous les regards ou trous sur la chaussée seront clôturés avec de l'éclairage signalétique pour la nuit. Les zones en travaux hors circulation seront balisées. Si la circulation est importante, il pourra être envisagé la mise en place de feux tricolores provisoires.	Entreprise Concernée
5.3.2. Travaux de fouilles	
La protection collective sera assurée par : - Balisage des fouilles devant rester en attente avant remblaiement et des regards avant fermeture - Remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux - Pose des tampons définitifs sur les regards à l'avancement - Installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente coupant les circulations piétonnes - Balisage des massifs béton avec leurs tiges de fixations en attente de pose des équipements : candélabres, barrières ... Privilégier la découpe des éléments béton par voie humide pour éviter la production et propagation de fumées de poussières	Entreprise Concernée
5.3.3. Marquage des réseaux dans l'emprise de l'opération	
L'entreprise devra réaliser, préalablement à tous travaux au niveau d'une zone, un repérage des réseaux existant. Pour les réseaux électriques, prévoir tous les 50m au maximum un panneau précisant le type de risque.	Entreprise Concernée
5.3.4. Intervention à proximité de voie circulée	
Protection individuelle : Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation de classe 2 ou une tenue entreprise adaptée.	Entreprise Concernée
5.3.5. Circulation de chantier	
La circulation des engins de chantier, le chargement et le déchargement des véhicules de transport, se fera sous le contrôle d'un membre de l'entreprise intéressée.	Entreprise Concernée
Le stationnement des véhicules sur l'emprise publique se fera selon les règles communes.	Entreprise Concernée
5.3.6. Manutention manuelle ou mécanisée	
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	Entreprise Concernée

5.4. Travaux de fondations

Dispositifs prévus	A la charge de
5.4.1. Terrassement de fondations	
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes. Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	Entreprise Concernée
5.4.2. Protection des armatures	
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme soit balisées pour protection des aciers en attente	Entreprise Concernée

5.5. Travaux de gros-oeuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
5.5.1. Elévation	
La pose des protections périphériques en tête de murs seront installées avant le démarrage de la réalisation des planchers. Les escaliers en béton préfabriqués seront privilégiés, leur pose se fera à l'avancement de la réalisation des planchers. En l'absence d'escaliers définitifs, les accès aux planchers se feront par des tours escaliers ou des sapines	Entreprise Concernée
Prévoir concertation avec le lot Terrassements Généraux pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments pour réaliser les remblaiements (enlèvement consoles de banches, étalements, ...)	Entreprise Concernée
5.5.2. Planchers	
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements. Les escaliers béton préfabriqués seront posés à l'avancement des dalles pour faciliter l'accès aux planchers. Les protections collectives seront installées à l'avancement.	Entreprise Concernée
5.5.3. Incorporation des lots techniques	
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier	Entreprise Concernée

5.6. Travaux en rive de plancher - Protections collectives

Dispositifs prévus	A la charge de
5.6.1. Conception des protections collectives	
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	Entreprise Concernée
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage sera préféré aux pinces traditionnelles.	Entreprise Concernée
5.6.2. Garde-corps provisoires en rive de plancher	
Les garde-corps provisoires sur tous les vides sont installés à l'avancement par le maçon. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage sera préféré aux pinces traditionnelles pour : - les trémies, - les rives de planchers, - les balcons, - le palier d'arrivée au dernier niveau des cages d'escaliers, - les acrotères de toitures.	Entreprise Concernée
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	Entreprise Concernée
5.6.3. Garde-corps sur balcons et terrasses	
Les garde-corps bas maçonnés et acrotères seront complétés par des garde-corps provisoires conçus pour assurer une hauteur de protection supérieure à 1 mètre après pose de la protection éventuelle de l'étanchéité en dalles sur plots.	Entreprise Concernée
Prévoir concertation avec le lot Serrurerie pour le positionnement des garde-corps provisoires, notamment leurs montants, pour que la pose des garde-corps définitifs puisse se faire en présence des provisoires. A cette fin, privilégier l'utilisation de pince-dalle avec le montant du garde-corps tourné vers l'extérieur.	Entreprise Concernée
5.6.4. Protection sur gaine d'ascenseur	
Les baies de la gaine seront protégées, à chaque étage, par des grilles mécaniques laissées en place jusqu'à l'intervention de l'ascensoriste. Elles seront retirées par l'ascensoriste lors de son installation de l'appareil.	Entreprise Concernée
5.6.5. Platelage dans gaine d'ascenseur	
Les platelages mis en protection horizontale de chaque niveau à l'intérieur de la gaine d'ascenseur ne seront déposés que pour être relayés par les protections verticales grillagées toute hauteur mises en place avant l'intervention de l'ascensoriste.	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
5.6.6. Protection des baies en façades	
Les baies en façades avec allège basse ou sans allège seront protégées par des barres fixées entre tableaux (barres extensibles type RETOTUB, ou similaire, ou tubes sur platines). Leur position doit permettre la pose des menuiseries extérieures sans enlèvement des protections. A cet effet prévoir la concertation avec le lot Menuiseries Extérieures, notamment pour la pose des cadres en tunnel.	Entreprise Concernée
5.6.7. Entretien et maintien des protections	
Les garde-corps provisoires sont maintenus et entretenus en état par le lot gros œuvre pendant toute la durée de sa présence. (Lot GO)	
Après le départ du lot gros-œuvre toutes les entreprises doivent en assurer le maintien et l'entretien. (TCE)	Entreprise Concernée
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'œuvre ou au maître d'ouvrage d'intervenir auprès de l'entreprise de gros-œuvre pour remettre en état les protections collectives. (EC)	
5.6.8. Dépose temporaire	
Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra : - prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection - avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée - assurer la continuité de la sécurité par un autre moyen qui devra être défini dans son PPSPS - établir la protection collective à la fin des travaux - faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée.	Entreprise Concernée
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au Maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise de gros-œuvre pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	

5.7. Protection des trémies et réservations en dalles

Dispositifs prévus	A la charge de
5.7.1. Protection des trémies et réservations	
Les trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devront être protégées au moyen de garde-corps. Les autres réservations seront protégées par un panneau bois cloué à la dalle lorsqu'elles ne se trouvent pas dans des circulations et par un dispositif d'obturation arasant le plancher lorsqu'elles sont écartées des murs. Les fosses, regards et caniveaux seront balisés pendant leur exécution.	Entreprise Concernée

5.8. Travaux de couverture traditionnelle

Dispositifs prévus	A la charge de
5.8.1. Accès en toiture	
L'accès en toiture est à privilégier par une sapine ou un échafaudage installé sur un balcon du dernier étage. L'entreprise prévoira l'immobilisation de la sapine jusqu'à la fin de tous les travaux de toiture.	Entreprise Concernée
5.8.2. Protections collectives	
Les protections collectives de sous face et de rives sont à la charge de l'entreprise. La mutualisation des protections est à privilégier. Les protections collectives sur toutes les rives de toiture seront installées avant pose de la charpente. A cet effet, il est demandé au lot gros-œuvre d'incorporer des fourreaux dans les murs banchés de façades pour permettre la fixation des consoles de protection extérieures. Une concertation est à prévoir avec ce lot pour positionner les fourreaux.	Entreprise Concernée

5.9. Travaux d'étanchéité

Dispositifs prévus	A la charge de
5.9.1. Garde-corps provisoires en toiture	
Les garde-corps provisoires seront installés le long des rives, ceux-ci seront composés de 2 lisses rigides avec plinthes et filets.	Entreprise Concernée

5.10. Echafaudages

Dispositifs prévus	A la charge de
5.10.1. Mise en place	
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	Entreprise Concernée
Le montage sera réalisé par du personnel formé et conformément à la notice technique du fabricant	Entreprise Concernée
5.10.2. Echafaudages communs	
Les échafaudages de façades sont prévus pour la mise en sécurité collective des travaux de toiture et la réalisation des travaux en façades. Une réunion de concertation sera organisée avec l'installateur des échafaudages et des entreprises concernées pour arrêter les besoins de chaque intervenant et les intégrer à la conception des échafaudages.	Entreprise Concernée
<p>Montage et Démontage d'échafaudage en zone résidentielle occupée Il est prévu que l'échafaudage de façade, implanté en zone travaux, circulations piétonnes et accès aux bâtiments.</p> <p>Cette opération génère des risques spécifiques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • chute de hauteur pour les intervenants, • chute d'objets ou d'éléments d'échafaudage vers les niveaux inférieurs, • mise en danger des compagnons, • coactivité entre entreprises. <p>La prévention pour les échafaudeurs Prévention BTP</p> <p>Exigences et prescriptions CSPS</p> <p>Il est rappelé que le démontage de l'échafaudage devra être réalisé dans le strict respect des règles de sécurité, et notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le démontage doit être effectué exclusivement par du personnel formé et habilité, 2. la zone de démontage doit être intégralement balisée, condamnée et interdite au public pendant toute la durée des opérations, 3. les résidents doivent être informés préalablement (dates, horaires, zones interdites), 4. les intervenants doivent être équipés des EPI adaptés, incluant protections contre les chutes lorsque les protections collectives sont déposées, 5. le démontage doit être réalisé progressivement et dans l'ordre inverse du montage, conformément à la notice fabricant, 6. aucune circulation sous charge ou sous zone de démontage ne devra être autorisée, 7. les matériaux déposés devront être évacués ou stockés immédiatement dans les zones prévues, sans encombrement des parties communes. 	TOUS

5.11. Travaux de menuiseries extérieures

Dispositifs prévus	A la charge de
5.11.1. Mise en oeuvre	
Pour la pose des menuiseries sans allège et lorsque le garde-corps provisoire doit être enlevé, il sera utilisé le port des EPI, cette méthodologie sera décrite dans le PPSPS. La pose sous couvert de protections collectives est à privilégier. A cette fin, l'entreprise de menuiserie communiquera la position des protections collectives au lot gros-oeuvre.	Entreprise Concernée
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un niveau de poste de travail protégé	Entreprise Concernée
Les portes-fenêtres donnant en façade sans balcon seront condamnées par des poignées à serrure ou des plaques pleines vissées avec des vis anti-vandalisme. Les poignées d'ouverture définitives ne seront posées qu'après la pose des protections collectives définitives en façade.	Tous Corps d'Etats

5.12. Travaux en façade

Dispositifs prévus	A la charge de
5.12.1. Ravalements - Isolation extérieure	
L'entreprise fera part en réunion préparatoire de ses besoins en place	Entreprise Concernée
La zone de préparation (malaxeur et stockage matériaux) sera installée à l'écart des entrées des bâtiments et des circulations. La zone sera balisée. Les eaux de gâchage et de nettoyage du malaxeur seront canalisées ou récupérées pour éviter les salissures du chantier par l'entreprise.	Entreprise Concernée
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	Entreprise Concernée

5.13. Travaux de plâtrerie


Dispositifs prévus	A la charge de
5.13.1. Approvisionnements des plaques de placo	
Tous les approvisionnements doivent se faire sans démontage des protections collectives. L'entreprise prévoira les moyens mécaniques adaptés pour les approvisionnements par les balcons s'il n'est pas prévu de recettes. L'entreprise transmettra ses besoins et moyens en réunion préparatoire organisée par le maître d'oeuvre.	Entreprise Concernée
5.13.2. Limitation des poussières	

Dispositifs prévus	A la charge de
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	Entreprise Concernée

5.14. Travaux des lots techniques

Dispositifs prévus	A la charge de
5.14.1. Interventions en toiture	
Les entreprises fourniront au lot couverture les éléments de sorties de toiture qu'il peut intégrer à la pose de la couverture.	Entreprise Concernée
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant	Entreprise Concernée
5.14.2. Mise en place des installations des locaux techniques	
Pour faciliter les manutentions et en limiter les risques, mise au point à faire avec le maître d'oeuvre, ou l'OPC, et l'entreprise de couverture pour effectuer l'approvisionnement du groupe de ventilation avant la fermeture de la toiture.	Entreprise Concernée
5.14.3. Incorporations	
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-oeuvre.	Entreprise Concernée
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.	Entreprise Concernée
5.14.4. Trémies	
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur. Après ouverture, les trémies seront protégées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>L'installation des réseaux dans les plénums techniques en combles ne se fera qu'après la pose des planchers techniques à la charge du lot Charpente.</p> <p>La pose des réseaux sera privilégiée avant la fermeture des plafonds pour faciliter les manutentions et accès depuis la dalle inférieure avec pont roulant ou plates-formes de travail.</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>Les implantations des sorties en toiture seront communiquées au lot Couverture pour mise en place lors des travaux de pose de couverture.</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>La mise en place du groupe VMC dans le plénum des combles sera privilégiée avant la fermeture de la toiture pour faciliter les manutentions.</p>	<p>Entreprise Concernée</p>
<p>Chutes de hauteur : sur le chantier, y'a pas de plan B, protégez vos trémies</p> <p>Nous demandons à l'entreprise de Gros Œuvre de vérifier et remettre en conformité l'ensemble des trémies aussi souvent que nécessaire tout au long du chantier.</p> <p>Cette exigence s'applique de la même manière aux entreprises de Second Œuvre, dès lors qu'elles interviennent à proximité ou après modification des ouvrages.</p> <p>Partons tous du bon sens : la protection collective des trémies est un élément essentiel de la prévention des chutes de hauteur. Il en va de la sécurité de chacun et de la responsabilité collective sur ce chantier.</p> <p>Cette affiche de prévention sensibilise sur un ton humoristique les maçons et les corps d'état secondaires (dont les plaquistes) sur les risques de chute dans les trémies.</p>	<p>TOUS</p>

Dispositifs prévus	A la charge de
	

1.1. Travaux de revêtement de sols

Dispositifs prévus	A la charge de
1.1.1. Travaux de chape	
<p>La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.</p> <p>En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.</p> <p>La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.</p>	Entreprise Concernée
<p>Privilégier la mise en oeuvre des chapes après la pose des façades de portes de l'ascenseur pour éviter la dépose des protections provisoires des baies pour amener la chape jusqu'au seuil. La dépose des protections provisoires est interdite.</p> <p>Le cas échéant le raccordement de la chape sur les seuils de portes sera réalisé en 2 fois.</p>	Entreprise Concernée

1.2. Travaux en hauteur

Dispositifs prévus	A la charge de
1.2.1. Travaux de grande hauteur	
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objet seront balisées au sol pour en détourner les passages.	Entreprise Concernée
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles postérieures à 2002 équipées de signaux de déplacement sera privilégié.	Entreprise Concernée
Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour limiter l'encombrement des locaux.	Entreprise Concernée
1.2.2. Interventions en plafonds	
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des ponts roulants et plates-formes individuelles. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>L'utilisation d'échelles comme poste de travail est proscrite. Les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet (plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles auto-élevatrices, etc...). Les échafaudages communs devront être privilégiés.</p> <p>Article R4323-63</p> <p>Version en vigueur depuis le 01 mai 2008</p> <p>Création Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 - art. (V)</p>	TOUS

1.3. Travaux d'agencement

Dispositifs prévus	A la charge de
1.3.1. Travaux de menuiserie	
Les outils de menuiserie ; ponçage, rabotage, scie circulaire, seront équipés de récupérateur de poussière.	Entreprise Concernée
L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants	Entreprise Concernée

1.4. Mise en œuvre des protections définitives

Dispositifs prévus	A la charge de
1.4.1. Pose de garde-corps de balcons et coursives	
<p>Prévoir concertation avec le lot gros-oeuvre pour le positionnement des garde-corps provisoires, notamment leurs montants, pour que la pose des garde-corps définitifs puisse se faire en présence des provisoires.</p> <p>Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs.</p> <p>En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue sur les balcons. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.</p>	Entreprise Concernée
1.4.2. Pose des garde-corps en toiture	
<p>Les garde-corps définitifs sur acrotères de toiture seront posés dans la continuité des travaux d'étanchéité.</p> <p>Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des définitifs.</p>	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
En cas de décalage entre la fin de la pose de l'étanchéité et la pose des garde-corps définitifs, les provisoires doivent rester en place.	
1.4.3. Pose des garde-corps sur escaliers et trémies	
<p>Les garde-corps provisoires des trémies et volées d'escaliers seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs.</p> <p>En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.</p> <p>L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention.</p> <p>Le garde-corps de la trémie du vide sur hall sera posé sous protection d'un échafaudage de pied à l'intérieur de la trémie.</p>	Entreprise Concernée

1.5. Travaux de portes sectionnelles et basculantes

Dispositifs prévus	A la charge de
1.5.1. Installation des portes	
<p>La zone de montage sera balisée et le passage condamné.</p> <p>L'entreprise doit consigner les portes pour en empêcher toute tentative de manœuvre si le montage définitif n'est pas achevé lorsqu'elle quitte le chantier.</p>	Entreprise Concernée

1.6. Travaux d'ascenseurs

Dispositifs prévus	A la charge de
1.6.1. Installation ascenseurs	
<p>Avant intervention l'entreprise s'assurera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la protection de la gaine à tous les étages par le lot gros-œuvre - l'installation des dispositifs nécessaires à la manutention <p>L'approvisionnement ne se fera que lorsque l'installation est sûre d'être faite.</p> <p>La dépose des protections installées par le gros-œuvre se fera à l'avancement de la pose des portes palières ou de la mise en place des protections de l'entreprise d'installation.</p> <p>Après installation, les ascenseurs seront condamnés jusqu'à leur remise au maître d'ouvrage.</p>	Entreprise Concernée

1.7. Travaux d'espaces verts

Dispositifs prévus	A la charge de
1.7.1. Plantations	
L'entreprise devra demander à se faire transmettre par le maître d'oeuvre les plans d'exécution des réseaux enterrés du site avant de réaliser les terrassements pour ses plantations, notamment les réseaux d'énergie.	Entreprise Concernée

2. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

2.1. VRD primaires

Dispositifs prévus	A la charge de
2.1.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation	
Tous les réseaux doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier. Les installations sanitaires doivent pouvoir être raccordées à l'égout. En cas d'impossibilité, une fosse septique à vidanger sera installée, l'accès pour le camion pompe sera prévu.	Entreprise Concernée

2.2. Installations de chantier - Cantonnements

Dispositifs prévus	A la charge de
2.2.1. Modalités d'organisation	
Les installations collectives de chantier comprenant : sanitaires, vestiaires et réfectoire, sont à la charge du lot GROS-OEUVRE pour toute la durée du chantier pour un effectif moyen de "20" personnes. Les installations comprennent un bungalow séparé pour les réunions de chantier organisées par le maître d'oeuvre. L'alimentation et le branchement électrique pour toutes les installations dans la base vie sont assurés par l'entreprise de gros-œuvre. Les installations sont mises en place au démarrage du chantier sur la plate-forme de la base vie. Elles seront prévues pour accueillir, si besoin, du personnel féminin.	Entreprise Concernée
2.2.2. Installations complémentaires	
La mise en place d'installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées. Elles en feront part en réunion préparatoire pour organisation de la base vie.	Entreprise Concernée
2.2.3. Entretien des installations	
L'entreprise de gros-œuvre assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau du chantier. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains). Pour garantir un entretien régulier et soigné, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront réglés suivant les dispositions des clauses communes du maître d'ouvrage. L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.	Entreprise Concernée
2.2.4. Bureau de chantier – Salle de réunion	
Bungalow réservé aux réunions de travail organisées par le maître d'oeuvre et le maître d'ouvrage.	Entreprise Concernée

3. ORGANISATION DES SECOURS

3.1. Moyens d'alerte

Dispositifs prévus	A la charge de
3.1.1. Téléphone	
Les téléphones d'urgence sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 les téléphones mobiles. Au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Entreprise Concernée
3.1.2. Organismes de prévention	
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS. Les entreprises préciseront si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail, l'O.P.P.B.T.P et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'Etats
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Tous Corps d'Etats

3.2. Moyens de secours

Dispositifs prévus	A la charge de
3.2.1. Sauveteurs secouristes du travail	
Les entreprises disposant de sauveteurs secouristes le signaleront dans leur PPSPS. Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'Etats
3.2.2. Matériel de secours	
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'Etats
Une trousse de secours commune, mise à disposition par le lot principal, pourra être laissée dans la salle de réunion.	Tous Corps d'Etats

4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

4.1. Diffusion des documents

Dispositifs prévus	A la charge de
4.1.1. PGC	
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffusera à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.	Maître d'Ouvrage
4.1.2. PPSPS	
Le titulaire d'un lot diffusera à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	Tous Corps d'Etats

4.2. Concertation et information entre les entreprises

Dispositifs prévus	A la charge de
4.2.1. Déclaration de sous-traitance	
Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous traiter tout ou partie de leur lot au moins 8 jours francs à l'avance en précisant les coordonnées des/du sous traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.	Tous Corps d'Etats
4.2.2. Travailleurs indépendants et locatiers	
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	Tous Corps d'Etats
4.2.3. Personnel étranger	
En cas de présence de personnel étranger ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.	Tous Corps d'Etats

4.3. Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus	A la charge de
4.3.1. Rôle du coordonnateur	
Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.	Coordonnateur SPS
4.3.2. Recueil de chantier	
<p>Le recueil de chantier est un extrait du registre journal du coordonnateur, il est à disposition dans bureau de chantier et consultable par l'ensemble des intervenants.</p> <p>Il contient la liste des intervenants, la copie des observations et notifications du coordonnateur aux différents intervenants.</p> <p>Vous pouvez également y accéder à l'ensemble des documents type PGC / DIUO / REGISTRE JOURNAL / PPSPS / VIC Etc... en cliquant sur le lien ci-dessous :</p> <p>https://logiciel.gcsp.fr/share/docs/0RebSHE3-9-urswqoiHM3XS6KmPfBqphhsbBoZqL-PdGMkVVztXZXOoMcSzHwJ94Xci5UJEK8YNOWwgKUNMdWQ</p>	Coordonnateur SPS

5. ANNEXES

5.1. Plan d'installation de chantier

Plan d'installation de chantier à annexer en phase démarrage

5.2. Diagnostic amiante

Diag amiante disponible en cliquant sur le lien en page 38 du PGC

5.3. Diagnostic plomb / Termites et Sol

Cliquez sur le lien en page 38

ANNEXE 1

CONCESSIONNAIRES

Liste non exhaustive ci-après

Liste non exhaustive ci-après



Bienvenue sur le téléservice "réseaux-et-canalisation"

Depuis le 1er septembre 2011, les exploitants de réseaux peuvent enregistrer sur ce téléservice leurs coordonnées et y référencer leurs ouvrages afin de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers réalisés à proximité.

Depuis le 1er juillet 2012, la consultation du téléservice est obligatoire pour les maîtres d'ouvrage et les entreprises de travaux qui envisagent de réaliser des travaux. Ils peuvent consulter gratuitement ce téléservice afin d'élaborer leurs déclarations de travaux.

pour les dict le site internet d'accueil est :

[Construire sans détruire : www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

ANNEXE 2





Liste des numéros d'URGENCE

112

DEPUIS UN TELEPHONE PORTABLE

ALERTER : POMPIERS 18

Appel d'urgence Européen : 112

<u>SECOURS</u>	DRAGUIGNAN
POMPIERS CENTRE DE SECOURS	 18 ou 112
SAMU	 15
POLICE MUNICIPALE	 17
GENDARMERIE	183 Av. Alphonse Daudet, 83300 Draguignan
HOPITAL	Rte de Montferrat BP 249, 83007 Draguignan Cedex
CHIRURGIE DE LA MAIN	 04 94 60 50 00

ANNEXE 3

LISTE DU PERSONNEL

Entreprise :

Date d'émission :/...../.....

[illegible]

ANNEXE 4

MODELE DE DECLARATION D'ACCIDENT

DECLARATION D'ACCIDENT SUR LE CHANTIER

Rév. :

Adressée le à heures

à Mme/M Chef de Projet

Chantier de :

LA VICTIME : Entreprise principale / Entreprise extérieure (Sous-traitants, Intérim, Fournisseurs,...)

NOM :

Prénom :

Age approximatif : Profession :

Si la victime est d'une Entreprise Extérieure

Nom de l'Entreprise Extérieure :

Nom de son Responsable :

N° de téléphone :

L'ACCIDENT

Date : Lieu :

Les faits (courts, précis, chronologiques) :

.....
.....
.....
.....

Lésion / Siège :

.....
.....

SECOURS

Moyens de secours immédiatement utilisés (secouristes, pompiers, médecin) :

.....

Préciser où se trouve la victime :

.....

Lieu :

N° de téléphone :

COMMENTAIRES SUR LA SITUATION (facultatif)

.....
.....

Le REDACTEUR (Prénom, Nom, Qualité)

.....

..... Date et Signature :

ANNEXE 5

ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

N° du lot	Entreprises	Adresses	Tél/Fax	Correspondants

ANNEXE 6

ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES

Intitulé du lot Entreprise pilote	Entreprises	Adresses	Tél/Fax	Correspondants

ANNEXE 7

H4 M 01 96



Organisme Professionnel
de Prévention du Bâtiment
et des Travaux Publics

Mémo-pratique

Le nombre et la gravité des accidents du travail dans l'industrie du B.T.P. doivent faire prendre conscience à tous les professionnels de l'importance du secourisme dans l'entreprise.

Il doit permettre un développement accru de l'esprit de sécurité et l'intervention rapide d'un personnel qualifié : les Sauveteurs Secouristes du Travail.

Un grand nombre de textes et règlements régissant le secourisme dans la législation du travail, le but de ce mémo est d'en présenter une synthèse claire et rapide.



Le secourisme dans l'entreprise

Textes et règlements

Le Code du Travail précise, dans plusieurs articles, quelles sont les obligations des entreprises en matière de secourisme.

DÉCRET N° 88.1198 DU 28 DÉCEMBRE 1988
portant application de la loi cadre du 11 octobre 1946 concernant l'organisation et le fonctionnement des Services Médicaux du Travail.

• **Art. R.241-39**

Dans chaque atelier où sont effectués des travaux dangereux, dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.

Les salariés ainsi formés ne peuvent pas être considérés comme tenant lieu des infirmières ou infirmiers prévus à l'article R.241.35.

• **Art. R.241-40**

Lorsque l'activité d'une entreprise ou d'un établissement comporte un travail de jour et de nuit et en l'absence d'infirmières ou d'infirmiers, ou lorsque leur nombre calculé conformément aux dispositions de l'article R.241-35 ne permet pas d'assurer une présence permanente de ce personnel, l'employeur prend, après avis du médecin du travail, les dispositions nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades. Ces dispositions sont consignées dans un document tenu à la disposition de l'Inspecteur du Travail.

ARRÊTÉ DU 12 JANVIER 1984

relatif aux équipements

• **Article 5**

L'ensemble du matériel nécessaire pour donner les premiers soins aux accidentés et malades ainsi que les consignes à observer en l'absence de service infirmier doivent être regroupés dans un endroit précis bien signalé et aisément accessible aux secouristes.

A proximité doit être installé un dispositif d'appel destiné à alerter l'infirmière ou à défaut une structure de soins d'urgence extérieurs à l'établissement (fig. 1).

La liste du matériel nécessaire ainsi que les consignes sont établies par l'employeur après avis du médecin du travail en fonction des risques spécifiques à l'entreprise...

ART. L.241-10 (Médecine du Travail)

La procédure de mise en demeure prévue à l'article L.231-4 est applicable en cas d'infraction aux dispositions du présent titre et des décrets pris pour son application qui sont relatives :

« à l'obligation de former des secouristes dans les ateliers où sont effectués des travaux dangereux. Le délai minimum de la mise en demeure est fixé à un mois ».

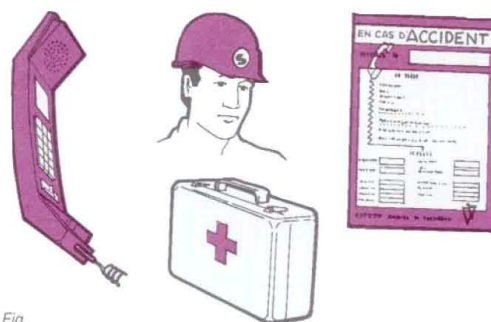


Fig.

DÉCRET N° 88.1198 DU 28 DÉCEMBRE 1988

• **Art. R.241-42**

Le médecin du travail est obligatoirement associé à la formation prévue à l'article L. 231-3-1 et à celle des secouristes mentionnée aux articles R.241-39 et R.241-40.

DÉCRET N° 79.228 DU 20 MARS 1979 -

Section IV - concernant la formation à la sécurité.

• **Art. R.231-37**

La formation à la sécurité a également pour objet de préparer le salarié sur la conduite à tenir lorsqu'une personne est victime d'un accident ou d'une intoxication sur les lieux de travail (fig. 2). Cette formation est dispensée dans le mois qui suit l'affectation du salarié à son emploi.

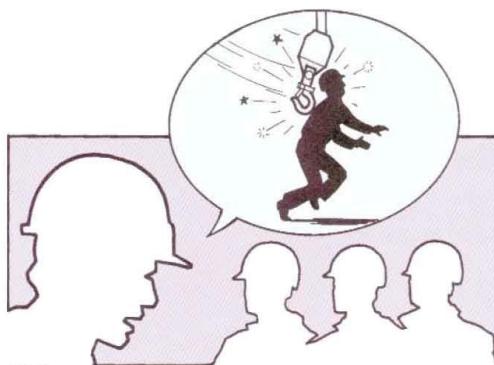


Fig. 2

DÉCRET N° 94.1159 DU 26 DÉCEMBRE 1994 (loi 93.1418 du 31 décembre 1993)

Section 4 - Art. R.238-22 paragraphe 6.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.) établi par le coordinateur énonce notamment :

– les renseignements pratiques proposés au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.

Section 5 - Art. R.238-31

II. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) établi par l'entrepreneur comporte obligatoirement et de manière détaillée les dispositions en matière de secours et d'évacuation et notamment :

- Les consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades.
 - L'indication du nombre de travailleurs du chantier qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence.
 - L'indication du matériel médical existant sur le chantier.
 - Les mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport dans son établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves.
- Lorsque ces dispositions sont prévues pour le P.G.C.S.P.S. mention peut être faite du renvoi à ce plan.



Fig. 3

DÉCRET N° 92.158 DU 20 FÉVRIER 1992

fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par des entreprises extérieures.

Article 237.7

Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins des dispositions dans les domaines suivants dont : l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice.

DÉCRET N° 88.1058 DU 14 NOVEMBRE 1988 - Section VII - Art. 56 - Protection des travailleurs contre le courant électrique.

DÉCRET N° 92.141 DU 14 FÉVRIER 1992

modifiant le décret 78.72 du 20 janvier 1978 (art. 2) concernant les premiers soins à donner aux victimes d'accident d'origine électrique.

ARRÊTÉ DU 14 FÉVRIER 1992

fixant les consignes relatives aux premiers soins à donner aux victimes d'accidents électriques :

- annexe 1 : consignes relatives aux premiers secours ;
- annexe 2 : affiche résumant l'essentiel de ces consignes.

DÉCRET N° 85.1133 DU 22 OCTOBRE 1985

relatif au registre de déclaration d'accidents du travail.

Article D.441-1 à D.441-4 du Code de la Sécurité Sociale Article 1^{er} (Art. D.441-1)

L'autorisation de tenue d'un registre de déclaration d'accidents du travail prévue à l'article L.441-4 du Code de la Sécurité Sociale peut être accordée à l'employeur sur sa demande, par la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du lieu d'implantation de l'établissement lorsque celui-ci répond aux conditions suivantes :

- Présence permanente d'un médecin ou d'un pharmacien, ou d'un infirmier diplômé d'Etat, ou d'une personne chargée d'une mission d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise **détentrice d'un diplôme de Sauveteur Secouriste du travail (S.S.T.)** délivré par l'Institut National de Recherche et de Sécurité (I.N.R.S.) ou les Caisses Régionales d'Assurance Maladie, complété par le Brevet National de Premiers Secours (B.N.P.S.).
- Existence d'un poste de secours d'urgence.
- Respect par l'employeur des obligations mises à sa charge par l'article L. 236-1 du Code du travail.

La caisse régionale avise la caisse primaire de l'autorisation qu'elle a accordée. En cas de refus de l'autorisation, la caisse régionale notifie sa décision motivée à l'employeur.

DÉCRET N° 87.1005 DU 16 DÉCEMBRE 1987

relatif aux missions et à l'organisation des S.A.M.U.

Les S.A.M.U. ont pour mission de répondre par des moyens exclusivement médicaux aux situations d'urgence. Ils joignent leurs moyens à ceux qui sont mis en œuvre par les services d'incendie et de secours lorsque la situation d'urgence nécessite la mise en œuvre conjointe de moyens médicaux et de moyens de sauvetage.

Pour répondre à l'exercice de ces missions, un rôle de coordination interdépartemental peut être confié à un ou plusieurs S.A.M.U. dont les centres de réception et de régulation des appels sont dotés d'un numéro d'appel téléphonique unique, le **15**. Les centres de réception des appels **15** sont en liaison avec ceux dotés du numéro d'appel **18** (services d'incendie et de secours). Ils se tiennent mutuellement informés des opérations en cours, réorientent les appels vers le centre compétent, coordonnent leur action lorsque l'appel nécessite des moyens médicaux et des moyens de sauvetage.

RÉGLEMENTATION :

- Décret n° 78.72 du 20 janvier 1978
- Décret n° 79.228 du 20 mars 1979
- Arrêté du 12 janvier 1984
- Article L.241-10 (Médecine du Travail)
- Décret n° 85.1133 du 22 octobre 1985
- Décret n° 87.1005 du 16 décembre 1987
- Décret n° 88.1198 du 28 décembre 1988

- Décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988
- Décret n° 92.141 du 14 février 1992
- Arrêté du 14 février 1992
- Décret n° 92.158 du 20 février 1992
- Loi 93.1418 du 31 décembre 1993
- Décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994

ANNEXE 8

CONSIGNES D'URGENCE EN CAS D'ACCIDENT DE LA MAIN

- **Nettoyer la plaie avec du dakin ou sérum physiologique.**
(Pas de colorant, ni coton, ni poudre)
- **Faire un pansement compressif**
(avec compresses et bandes)
- **Pas de garrot, élever le bras.**
- **Pas de nourriture, ni café, ni alcool, ni tabac**
- **En cas de d'amputation d'un membre ou d'un segment de membre**
 - L'introduire dans un sac plastique propre
 - Déposer le sac fermé dans un récipient rempli de glaçons.

Conseils

Oui	Non
 Main surélevée	 Pas de garrot
 Pansement compressif	 Pas de mercurochrome
 Des antalgiques	 Pas d'antiseptique
 Noter bien l'heure du dernier repas	 Pas d'antibiotique, alcool, café

APPELER

04 94 60 50 00

1976 rte Montferrat, 83300 Draguignan

LES NUMÉROS À CONNAÎTRE EN CAS D'URGENCE



LES NUMÉROS D'APPEL D'URGENCE PERMETTENT
DE JOINDRE GRATUITEMENT LES SECOURS 24H/24

17 POLICE SECOURS

Pour signaler une infraction qui nécessite
l'intervention immédiate de la police

112 NUMÉRO D'APPEL D'URGENCE EUROPÉEN

Si vous êtes victime ou témoin d'un accident
dans un pays de l'Union Européenne

18 SAPEURS- POMPIERS

Pour signaler une situation de péril ou un
accident concernant des biens ou des
personnes et obtenir leur intervention rapide

15 SAMU LE SERVICE D'AIDE MÉDICAL URGENT

Pour obtenir l'intervention d'une équipe
médicale lors d'une situation de détresse
vitale, ainsi que pour être redirigé vers un
organisme de permanence de soins

114 NUMÉRO D'URGENCE POUR LES PERSONNES SOURDES ET MALENTENDANTES

Si vous êtes victime ou témoin d'une
situation d'urgence qui nécessite
l'intervention des services de secours.
Numéro accessible par fax et SMS



Organisme Professionnel
de Prévention du Bâtiment
et des Travaux Publics

ANNEXE 9

A1 M 05 95

Mémo-pratique

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (Plans Particuliers), prévus par la loi du 31 décembre 1993 « applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs », sont définis par le décret du 26 décembre 1994.

Ce mémo-pratique présente ces plans. Il s'adresse :

- aux entreprises chargées de les établir,
- aux coordonnateurs de sécurité chargés de les englober, en les harmonisant, dans le Plan Général de Coordination (P.G.C.).

Ce mémo-pratique fait partie d'une série destinée à présenter les dispositions issues de la loi du 31 décembre 1993 :

- les V.R.D. (mémo A1 M 09) (1) ;
- le Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (P.G.C.) (mémo A1 M 08) (1) ;
- le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) (mémo A1 M 06) (1) ;
- les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (mémos A1 M 10 et A1 M 11) (1).



Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

DANS QUELS CAS DOIT-ON L'ÉTABLIR ?

Cas 1

Opérations où interviendront plusieurs travailleurs indépendants ou entreprises (sous-traitants inclus), si le chantier :

- soit fait l'objet d'une déclaration préalable, c'est-à-dire :
- plus de 30 jours, effectif > 20 à un moment quelconque,
- ou, volume > 500 hommes-jours (voir exemple).

Exemple : une opération nécessitant au total :

- 25 jours à 20 personnes = 500 h-j
- et 4 jours à 10 personnes = 40 h-j
- = 540 h-j

- soit nécessite l'exécution de travaux comportant des risques particuliers.

Cas 2

Opérations réalisées par une entreprise seule si :

- durée des travaux > 1 an,
- et effectif > 50 pendant plus de 10 jours consécutifs.

Nota : Les opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un établissement utilisateur en activité par une entreprise extérieure seule restent soumises au décret du 20 février 1992.

(1) A paraître.

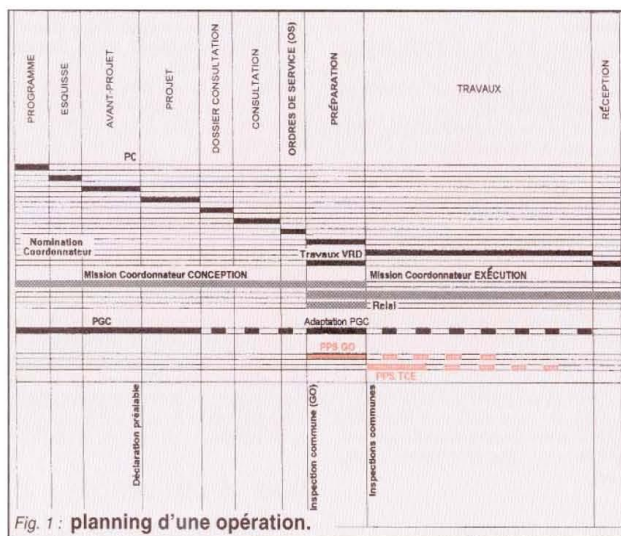


Fig. 1 : planning d'une opération.

QUAND DOIT-ON L'ÉTABLIR ?

- Avant le début des travaux (fig. 1) sachant que l'entrepreneur (sous-traitant inclus) dispose de 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (ou l'entrepreneur), pour préparer son chantier et rédiger son plan.
- Dans le cas de travaux sous-traités de second-œuvre de bâtiment ou de travaux sous-traités accessoires d'une

opération de génie civil, le délai de 30 jours est ramené à 8 jours si les travaux ne comportent pas de risques particuliers.

COMMENT L'ÉTABLIR ?

L'entrepreneur trouvera des informations indispensables pour rédiger son Plan Particulier au travers (fig. 1) :

- du P.G.C. tenu à jour par le coordonnateur pendant toute la durée des

ANNEXE 10

MODELE DE FICHE D'ACCUEIL DU PERSONNEL

1-FICHE D'ACCUEIL ET DE FORMATION A LA QUALITE, SECURITE ET ENVIRONNEMENT DU PERSONNEL DE CHANTIER

(Fiche du personnel de chantier y compris locataires, sous-traitants et intérimaires)

Nom et prénom de la personne accueillie :

Qualification :

Entreprise de Travail Temporaire/

Date d'arrivée sur chantier :

Sous traitants/Locataires :

**A renseigner pour le personnel , pour le personnel intérimaire, Responsable de
l'entreprise sous-traitante et locatier**

Je reconnais avoir été informé par Monsieur, chef
de chantier/ conducteur de travaux, à mon arrivée sur le chantier,
de :

- ☐ La hiérarchie du chantier (présentation de l'organigramme)
- ☐ Mon poste de travail et de l'équipe avec laquelle je vais travailler
- ☐ L'emplacement des installations de chantier (vestiaires, sanitaires, réfectoires)
- ☐ La circulation piétonne et routière (accès) à respecter sur le chantier
- ☐ Les zones de stockage du chantier
- ☐ Des consignes particulières du chantier en matière de sécurité, et de mon poste de travail (coactivité éventuelle)
- ☐ Des dispositifs, mesures générales de protections collectives à mettre en place, à maintenir et à respecter
- ☐ L'organisation des secours et la conduite à tenir en cas d'accident
- ☐ Le règlement intérieur de l'Entreprise
- ☐ Les risques spécifiques du chantier sources de malfaçon et les dispositions prises (contrôles particuliers)
- ☐ Les dispositions environnementales du chantier (tri des déchets, nettoyage...)
- ☐ Les consignes en cas de pollution accidentelle

- Je reconnais avoir visité le chantier avec Monsieur, chef de chantier/ conducteur de travaux et m'engage à respecter les consignes Qualité, Sécurité et Environnement propre au chantier

- J'ai également pris connaissance des risques liés aux :
 - ☐ plates-formes de travail
 - ☐ manutentions
 - ☐ risques électriques
 - ☐ produits dangereux

- Je peux consulter le "Guide de Sécurité destiné aux nouveaux arrivants" (OPPBTP) qui est à ma disposition sur le chantier.

- On s'est également assuré, à mon arrivée, de l'état de mes équipements de protection individuelle

- ☐ Casque ☐ Vêtements de travail
- ☐ Gants ☐ Chaussures
- ☐ Equipement de protection spécifique :

et on m'a rappelé que le port de ces protections individuelles est obligatoire.

- ☐ le Chef de chantier m'a également précisé que des harnais de sécurité étaient mis à ma disposition pour tout travail en hauteur

- La personne est titulaire d'un CACES : OUI ☐ NON ☐

- ☐ CACES grue mobile : 1A 1B 2A 2B 2C
- ☐ CACES grue à tour : conduite au sol / conduite en cabine
- ☐ CACES engin de chantier : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
- ☐ CACES chariots automoteurs de manutention à conducteur porté : 1 2 3 4 5 6
- ☐ CACES Plates-formes élévatrices mobiles de personnes : 1A 1B 2A 2B 3A 3B

- La personne est SST : OUI ☐ NON ☐

AUTORISATION DE CONDUITE POUR LES INTERIMAIRES

Visite médicale passée le : Aptitude au poste de :

Rendez vous le :

Aptitude à la conduite d'engin : OUI ☐ NON ☐

Aptitude au travail en hauteur : OUI ☐ NON ☐

Au vue des documents précédemment cités (CACES, visites médicales : les documents vus sont des originaux + en garder une copie) M....., chef de chantier/ conducteur de travaux autorise M..... (préciser le nom de l'intérimaire) à la conduite de : (préciser) : pour la durée de sa mission sur le chantier cité.

Cette fiche atteste que la formation à la Qualité, Sécurité et Environnement propre au chantier auquel j'ai été affecté a bien été faite, qu'elle a eu lieu :

- ☐ avant que je prenne mon poste de travail et que le chef de chantier a vérifié les documents obligatoires à mon poste de travail.
- ☐ avant que mes équipes prennent leur poste de travail et je m'engage à la retransmettre à mes équipes travaillant sur ce chantier

Le chef de chantier/ conducteur de travaux

(préciser le nom)

La personne accueillie

(préciser le nom)



ANNEXE 11

DECLARATION PREALABLE

Selon Code du travail art. R. 4532-3 et L. 4532-1

A annexer

ANNEXE 12

P.P.S.P.S des ENTREPRISES

Plans **P**articuliers de **S**écurité et de **P**rotection de la **S**anté des entreprises

ANNEXE 13 : Tableau SCALP et METAH

OPERATION	MAITRE D'OUVRAGE	MAITRE D'OEUVRE	CSPA
AVENUE DE VERDUN / CHEMIN DES COLLETES 83 300 DRAGUIGNAN	SAIEM de Construction de DRAGUIGNAN 247 rue Jean Aicard – 83300 DRAGUIGNAN	XXXXXX	RG.CSPA M.GUENIN Romuald

DETERMINATION DES BESOINS METAH -

Lots	Description des taches à réaliser	Besoins estimés pour les travaux et accès en hauteur		
		Localisation des travaux	Exécution des travaux	Accès aux postes de travail

CLOS COUVERT

REVETEMENTS DE FACADES	Ravalement	Façade	Echafaudage	Escalier
---------------------------	------------	--------	-------------	----------

DETERMINATION DES BESOINS SCALP -

Lots	Description des tâches à réaliser	Besoins estimés pour la manutention des matériels, équipements, matériaux et l'élévation des personnes			
		Levage vertical		Transport horizontal, livraison des matériaux à pied d'œuvre	Evacuation des déchets
		Approvisionnem ent des matériaux	Elévation des personnes		
CLOS COUVERT					
REVETEMENTS DE FACADES	Ravalement livraison	Echafaudage	Escalier	Aire aménagée pour l'accès en pied de façade	A définir